



KATHRYN NWAJIAKU

LA MÉMOIRE ET L'OUBLI. ISAAC BORO ET LES TENDANCES DU NATIONALISME IJAW CONTEMPORAIN

CET ARTICLE TRAITE DES APPROPRIATIONS DONT LA FIGURE D'ISAAC BORO FAIT L'OBJET DE LA PART DES NATIONALISTES IJAW AUJOURD'HUI ACTIFS DANS LE DELTA DU NIGER, AU SUD DU NIGERIA. EN FÉVRIER 1966, BORO A MENÉ UNE TENTATIVE DE SÉCESSION AVANT DE REJOINDRE, QUELQUES MOIS PLUS TARD, L'ARMÉE NIGÉRIANE POUR RÉPRIMER UNE AUTRE TENTATIVE SÉCESSIONNISTE, CELLE DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DE L'EST, DOMINÉ PAR LES IGBO. LES CONTRADICTIONS ENTRE LES DIFFÉRENTS ASPECTS DE L'HÉRITAGE DE BORO TÉMOIGNENT DE DIVISIONS PLUS PROFONDES PARMIS LES NATIONALISTES IJAW CONTEMPORAINS QUANT À LA VALEUR MORALE ET À LA DIRECTION QUE DOIT PRENDRE LEUR LUTTE.

En février 1966, Isaac Adaka Jasper Boro dirige une tentative pour créer, dans le sud du Nigeria, une République du Delta du Niger pour les Ijaw¹. En douze jours à peine, le mouvement est écrasé. Boro et ses compagnons, condamnés pour trahison, sont pourtant rapidement graciés et recrutés comme « volontaires » dans l'armée fédérale, et prennent part à la guerre civile qui oppose, à partir d'août 1967, les autorités fédérales nigérianes aux séparatistes biafrais. Boro meurt peu avant la fin de la guerre du Biafra, en 1969, et c'est aussi pour sa participation courageuse au combat pour la survie de l'État-nation nigérian que sa mémoire est encore présente aujourd'hui².

Le passé révolutionnaire de Boro, ses prouesses militaires et son engagement pour le contrôle des ressources pétrolières par les populations autochtones en font une figure héroïque importante pour les nationalistes ijaw d'aujourd'hui, puisqu'ils accusent le gouvernement fédéral d'avoir monopolisé et gaspillé les ressources pétrolières du Delta du Niger. Mais il n'est pas simple de faire de Boro une icône du nationalisme ijaw : les nationalistes ijaw sont partagés entre l'appel lancé par Boro en faveur de l'action d'une avant-garde militaire

pour la « libération » de la nation ijaw, et sa loyauté à l'égard de l'armée fédérale dans la répression de la principale tentative de sécession que le pays ait connue ; ils sont divisés aussi bien quant à la forme que la lutte doit prendre qu'à propos de ses buts ultimes – la séparation d'avec le Nigeria ou bien la réforme de l'État fédéral.

VIE ET MORT D'ISAAC BORO

La principale source dont nous disposons sur la vie de Boro est une autobiographie posthume qu'il aurait écrite pendant son emprisonnement, et qui a été publiée en 1982 par Tony Tebekaemi, à l'époque journaliste³. Il y a une controverse sur la manière dont ce document est entré en la possession de Tebekaemi, et l'édition originale est très difficile à trouver au Nigeria. Ce texte occupe cependant une place centrale dans le discours nationaliste ijaw, aux côtés des articles et des travaux universitaires écrits à cette époque⁴, des éléments sur Boro fournis par ceux qui étaient dans son unité pendant la guerre civile⁵, et des débats récurrents et animés que la personne de Boro suscite sur Internet⁶, lors des conférences politiques tenues au Nigeria, au Royaume-Uni ou aux États-Unis, et dans les nombreux articles qui paraissent dans la presse locale et nationale du Nigeria. Ces sources sont utiles non pas tant pour leur contenu historique que pour la manière dont elles cadrent la vie de Boro et tentent de lui donner un sens par rapport à un projet pour le présent et le futur des Ijaw.

1. Pour les nationalistes ijaw d'aujourd'hui, les Ijaw sont « le quatrième groupe ethnique du Nigeria », avec ses 40 clans qui rassemblent 500 « communautés » et « sous-groupes », ses sept langues distinctes, sa dispersion le long de la côte du Nigeria et à travers le Delta, dans le triangle formé par l'État d'Ondo à l'ouest, les franges orientales du Delta à l'ouest et l'État d'Akwa Ibom. Voir *The Kaiama Declaration*, Ijaw Council of Human Rights, Port Harcourt, 1999, p. 5 et K. Williamson, « Languages of the Niger Delta », *Nigeria Magazine*, n° 97, juin 1968, p. 124-130.

2. Cet article présente les résultats d'une enquête sur archives et par entretiens menée entre 2001 et 2006 dans et à propos des États de Rivers et de Bayelsa. J'ai présenté une première version de ce travail lors de la Conférence européenne d'études africaines, 29 juin-2 juillet 2005, School of Oriental and African Studies, Londres, sous le titre « Ijaw nationalism: a case of pure politics » et lors d'une séance de l'African Studies Seminar, University of Oxford, 20 octobre 2005, sous le titre « Of hero worship and highjacking: multiple strands in contemporary Ijaw nationalism ». Je remercie tout particulièrement John Lonsdale et Ike Okonta pour leurs commentaires et leurs suggestions, mais j'assume l'entière responsabilité d'éventuelles erreurs.

3. T. Tebekaemi (ed.), *The Twelve Day Revolution by Major Isaac Boro*, Idodo Umeh, 1982. Pour la section qui suit, voir surtout pages 6-7, 23-24, 30-32 et 47, 57, 85, 86-88, 115, 118-120, 122, 127.

4. R. First, *The Barrel of a Gun: Political Power in Africa and the Coup d'Etat*, Harmondsworth, Penguin, 1970, p. 165 et J. P. Mackintosh, *Nigerian Government and Politics*, Londres, Allen and Unwin, p. 605.

5. O. Obasanjo, *My Command*, Londres, Heinemann, 1980, p. 50.

6. Par exemple <www.unitedijawstates.com> ou la liste de discussion <ijawnation@yahoo.com>.



Né le 10 septembre 1938 à Oloibiri, dans le district d'Ogbia, là où, en 1956, l'on devait découvrir pour la première fois du pétrole en quantité exploitable, Boro a, très jeune, circulé à travers le Delta du Niger et le sud du Nigeria. Il suit ses parents à Port Harcourt avant de s'installer à Kaiama, la ville d'origine de son père, où ce dernier dirige une école. Kaiama est à l'époque un pôle urbain majeur pour les Ijaw de l'intérieur, venus des zones d'eau douce, comme les Kolokuma et les Opokuma de la circonscription de Brass (ultérieurement province de Yenagoa); Kaiama avait été la première ville ijaw hors de la zone côtière de l'est du Delta à avoir une école missionnaire. Après une brève expérience comme instituteur puis, sans succès, comme policier à Lagos et à Port Harcourt, Boro obtient une bourse des autorités de la région Est pour étudier la chimie à l'université de Nsukka, au nord du Delta, au cœur du pays igbo.

À l'approche de la décolonisation, dans les années 1950, les Britanniques procèdent à une décentralisation, en donnant du pouvoir à trois unités politiques régionales, dominées chacune par l'un des trois grands groupes ethniques du pays – les Hausa-Fulani au nord, les Yoruba à l'ouest et les Igbo à l'est. Les luttes électorales font des groupes ethniques minoritaires de chacune de ces régions, à l'instar des Ijaw, des minorités politiques. Entre 1956 et 1967, celles-ci commencent à se mobiliser pour réclamer la création d'États nouveaux et autonomes des trois grandes régions, et militent en faveur d'un gouvernement central fort qui protégerait les minorités des abus des trois groupes dominants⁷. Si Boro dénonce l'« oppression tribale » à l'université de Nsukka où les étudiants igbo sont majoritaires, il est néanmoins élu à la tête du syndicat étudiant, après l'échec des deux tentatives précédentes – un formidable défi pour un non-Igbo. Cette fonction lui assure le contrôle d'un confortable budget annuel de 5 000 livres, ainsi qu'un accès privilégié aux autorités de la région Est, qui souhaitent l'utiliser lors des élections fédérales de 1964, mais qui voient d'un mauvais œil la création d'un État propre au Delta.

Boro commence alors à envisager de créer une République du Delta du Niger par les armes, mais il ne parvient pas à lever les fonds nécessaires et abandonne cette idée⁸. Après avoir obtenu son diplôme, il s'établit à Lagos, où il travaille comme laborantin. Il rencontre alors Samuel Owonaro et Nottingham Dick, avec lesquels il fonde un mouvement politique, The Integral WXYZ, qui se propose de suivre une approche gradualiste. La lettre « Y » désignait la création d'un Niger Delta Oil Council qui aurait été chargé de trouver aux Ijaw des emplois dans l'industrie pétrolière, ainsi que des actions médiatiques pour exiger des compagnies pétrolières qu'elles versent des compensations pour les dégâts causés par l'exploitation pétrolière; le « Z » désignait l'« Opération spéciale zéro » – probablement l'option militaire.

Le 15 janvier 1966, au cours d'un coup d'État sanglant mené par des jeunes officiers radicaux dirigés par un Igbo, le major Nzeogwu, le Premier ministre du Nigeria, Tafawa Balewa, est tué. Boro le qualifiait de « protecteur » des Ijaw parce qu'il dirigeait un gouvernement central qui avait le pouvoir de modérer les excès des autorités de la région Est. Lorsque le major-général Ironsi, lui aussi un Igbo, devient chef de l'État et annonce son intention de substituer un État unitaire au système fédéral souple composé de régions très autonomes sur les plans fiscal et politique, Boro déclenche l'option Z. Avec Owonaro et Dick, il commence à recruter de jeunes combattants, en particulier dans le centre du Delta, et forme le Niger Delta Volunteer Service (NDVS); un stock d'explosifs est constitué, et des contacts sont noués dans les villes du centre du Delta. Le 23 février 1966, après un mois d'entraînement, le NDVS lance son offensive pour la création de la République du Delta du Niger. Après une cérémonie de prestation de serment en anglais et en « ijaw », et des bénédictions empruntant à la fois au christianisme et au culte d'Egbesu, le dieu ijaw de la guerre, l'indépendance est proclamée. Les institutions fédérales sont fermées et ordre est donné de s'emparer de tous les bateaux à moteur du gouvernement fédéral et des compagnies pétrolières, tout en garantissant la sécurité des travailleurs expatriés, nombreux dans l'industrie pétrolière.

La plupart des non-Ijaw fuient alors ce qui avait été la ville multi-ethnique de Yenagoa. À Yenagoa, le pillage des boutiques des non-Ijaw, essentiellement des Igbo, qualifié de collecte des « impôts non-Ijaw », est vivement encouragé. Alors qu'une quarantaine de groupes ethniques différents pouvaient se dire autochtones du Delta, Boro revendique l'ensemble du Delta, une zone d'environ 26 000 km², comme territoire ijaw⁹. Au bout de douze jours, l'armée fédérale, avec l'appui de la population ijaw de Kaiama, qui considère Boro comme un « terroriste » et un « bandit armé », met un terme à la sécession¹⁰. Boro et ses hommes sont arrêtés et inculpés pour trahison.

La facilité avec laquelle la « révolution », que le biographe de Boro qualifie d'« imprudence grotesque », fut réprimée a suscité beaucoup de spéculations quant aux motivations de Boro. Ruth First soutient que l'action de Boro était avant tout une provocation visant à susciter assez de troubles pour rendre

7. H. Willink, *Report of the Commission Appointed into Enquire into the Fears of Minorities and the Means of Allaying them*, Londres, HMSO, 1958.

8. T. Tebakaemi (ed), *The Twelve...*, op. cit., p. 85 et entretien avec Samuel Owonaro, Kaiama, juillet 2002.

9. Boro utilisait les écrits de S. K. Owonaro, *The History of Ijo (Ijaw) and Her Neighbouring Tribes in Nigeria*, Lagos, Department of Her Majesty's Customs and Excise, 1949, p. 70-71.

10. Entretien avec Kingsway Bibora Boro, un cousin d'Isaac Boro, Kaiama, 18 avril 2002.



nécessaire la mise en place de l'état d'urgence par le gouvernement fédéral, plutôt qu'une véritable tentative sécessionniste¹¹. Il y avait eu un précédent en 1963, lorsque le gouvernement fédéral, alors dominé par les nordistes, avait imposé l'état d'urgence dans la région Ouest dominée par les Yoruba, ce qui avait rapidement abouti à la division de cette région en deux morceaux – l'un sous le contrôle des groupes minoritaires et l'autre tenu par les Yoruba. Boro lui-même exprimait ses doutes quant aux chances de succès. Pour lui, après le premier coup d'État militaire au Nigeria, « il était préférable d'attendre... d'attirer l'attention du monde sur le fait que les habitants du Delta du Niger se sentaient très mal à l'aise »¹².

En juillet 1966, au terme d'un nouveau coup d'État sanglant, appuyé cette fois par l'élite hausa-fulani du nord, le nouveau chef de l'État, Aguiyi Ironsi, un Igbo, trouve la mort. En mai 1967, son successeur, le lieutenant-colonel Yakubu Gowon, décide de remplacer les trois régions par douze États. L'ancienne région Est est ainsi découpée en trois États, l'État de Rivers, l'État du Sud-Est et celui du Centre-Sud. Ce dernier, totalement enclavé, regroupe la plus grande partie de la population igbo de l'ancienne région Est. Ce redécoupage et les massacres de milliers d'Igbo en divers points du nord du Nigeria suscitent la colère du commandant militaire de la région Est, le lieutenant-colonel Ojukwu. Il réplique en déclarant la sécession du Biafra. Pour leur connaissance décisive du Delta, zone qui allait être au cœur de la guerre civile, Boro et ses hommes sont libérés et recrutés pour combattre les forces biafraises au sein d'une unité spéciale de la réserve de l'armée fédérale. Cette unité, la Division Tiger Claw (« Griffes de Tigre »), joue un rôle décisif dans la prise des principales villes du Delta, Bonny, Asaba et Port Harcourt¹³.

La mort de Boro, le 15 mai 1969, peu avant la fin de la guerre, a suscité de vives controverses. Des appels sont régulièrement formulés pour une enquête détaillée sur les circonstances de sa mort, en particulier à l'approche du 15 mai¹⁴. Ces controverses ont pour effet de créer l'impression d'une sorte de continuité entre la lutte de Boro et celle des nationalistes ijaw d'aujourd'hui, tout en renforçant la stature de Boro lui-même. Samuel Owonaro, le seul des responsables du NDVS encore en vie, affirme que Boro est mort au combat à Bonny, aux côtés de Nottingham Dick. D'autres soutiennent qu'il a été assassiné par son supérieur, le colonel Benjamin Adekunle, jaloux de sa promotion rapide au rang de major¹⁵. Les accusations contre Adekunle sont plausibles, mais elles sont très « pratiques » aujourd'hui, puisque Adekunle est un Yoruba, tout comme l'actuel président, Olusegun Obasanjo. Or Obasanjo est l'ennemi absolu pour les nationalistes ijaw – entre autres parce qu'en 1978, dans sa vie antérieure de chef du régime militaire qui a dominé le pays de 1976 à 1979, il avait introduit une nouvelle loi foncière, le Land Use Act, souvent considérée

comme une étape décisive dans le transfert de la propriété et du contrôle des ressources pétrolières vers le gouvernement fédéral. Cette méfiance s'est encore accrue depuis le retour au pouvoir d'Obasanjo en mai 1999, du fait de l'usage abusif de la force armée dans le Delta, dont les civils sont les premières victimes.

Selon d'autres versions, la mort de Boro résulterait de la perte d'efficacité de la protection que lui assurait le dieu Egbesu contre les balles : Egbesu aurait abandonné Boro après qu'il eut couché avec une femme « envoyée pour le tenter » à la suite de la victoire très médiatisée qu'il avait remportée à Port Harcourt¹⁶. Aujourd'hui, les nationalistes ijaw les plus radicaux soulignent volontiers le rôle que les Ijaw et les autres minorités ont pu jouer du côté du Biafra pendant la guerre. C'est en particulier le cas des Ijaw de la côte est du Delta, qui ont une longue histoire d'intermariages et de commerce avec les Igbo de l'hinterland – c'est précisément parmi ces groupes ijaw que le leader ijaw Alhaji « Mujahed » Asari Dokubo compte ses partisans les plus résolus. Et si Dokubo lui-même se présente comme l'héritier de Boro, il affirme que c'est en soutenant l'armée fédérale que Boro a attiré sur lui la colère des dieux¹⁷.

**LE NATIONALISME IJAW CONTEMPORAIN ET
LA RÉÉLABORATION DE LA FIGURE D'ISAAC BORO**

Le bricolage avec la figure de Boro est devenu très visible à partir du début des années 1990. La carrière militaire de Boro pendant la guerre civile avait permis à beaucoup d'Ijaw du centre du Delta d'entrer dans les forces armées, et en particulier dans la Marine, qui a ainsi joué un rôle d'ascenseur social, en particulier pendant les régimes militaires de 1966-1979 et de 1984-1999. Si, grâce à leur accès privilégié aux forces armées, à la fonction publique et à la classe politique au niveau fédéral, les élites ijaw ont bénéficié, à partir de 1967, d'un statut privilégié en regard des autres minorités, les crises économique,

11. R. First, *The Barrel of a Gun...*, *op. cit.*, p. 165.

12. T. Tebakaemi (ed.), *The Twelve...*, *op. cit.*, p. 115.

13. O. Obasanjo, *My Command*, *op. cit.*, p. 50.

14. Hosiah Emmanuel, « Who killed Adaka Boro ? », sd, <www.unitedijawstates.com/boro.htm>.

15. O. Obasanjo, *My Command*, *op. cit.*, p. 50-52 et Hosiah Emmanuel, « Who killed... », art. cit.

16. Entretien avec un enseignant à la retraite, diplômé en science politique, Anyama, Ogbia, 18 juin 2002.

17. Entretien avec Marlin T. Marlin, directeur du renseignement de l'IYC (Ijaw Youth Council) sous la présidence de Dokubo, Port Harcourt, 31 mai 2002.



fiscale et politique des années 1980 leur ont porté un rude coup. Elles ont reproché au gouvernement fédéral l'érosion, accélérée à partir de 1983, de la règle dite de la « dérivation », établie dans les années 1950 et qui permettait aux régions bien dotées en ressources de garder pour elles une part significative des revenus (en 1960, jusqu'à 50 % des rentrées liées aux ressources minérales) au lieu de les transférer au gouvernement fédéral. La classe politique ijaw critique également le refus du gouvernement fédéral de créer des unités politiques nouvelles. La création de nouveaux États fédérés (36 actuellement au Nigeria) ou de nouvelles collectivités locales – les Local Government Areas sont aujourd'hui plus de 700 – fournit en effet de nouvelles opportunités d'accès à différentes formes de transferts fédéraux, y compris à des contrats et à des emplois publics. Ces transferts sont particulièrement significatifs dans les États pétroliers où s'applique la dérivation.

À la suite de la tentative de coup d'État, en avril 1990, du major Gideon Orka, membre d'une ethnie minoritaire du centre du Nigeria et qui avait obtenu le soutien de beaucoup de militaires ijaw et d'autres membres des minorités du sud du pays, bon nombre d'Ijaw ont été exclus des forces armées. Avec ces exclusions et avec la mise en œuvre, à partir de 1986, de mesures d'ajustement structurel, beaucoup d'anciens fonctionnaires, militaires ou hommes politiques ijaw importants ont commencé à regagner leur village, en quête des avantages matériels que les compagnies pétrolières pouvaient leur assurer. Pour gagner en poids politique au niveau fédéral, dans le contexte de la transition démocratique initiée par le général Babangida et indéfiniment différée, ces hommes se sont cherché de nouveaux partisans au sein d'une jeunesse plus militante et plus revendicative.

Le 23 novembre 1991, les « aînés » ou « anciens » ijaw, en fait des fonctionnaires et responsables politiques ijaw en exercice ou non, originaires principalement du centre et de l'ouest du Delta, tiennent une réunion à Patani, dans un État récemment créé, l'État du Delta. L'objectif de la réunion est d'« appeler au rassemblement de la nation ijaw ». Lors d'un énorme rassemblement tenu par la suite le 15 mai 1993, le jour anniversaire de la mort de Boro et dans sa ville d'origine, Kaiama, le mouvement adopte officiellement le nom d'Ijaw National Congress (INC). La direction de l'INC joue ainsi de manière délibérée sur l'association avec la figure de Boro ; en employant une rhétorique radicale, elle utilise les inquiétudes suscitées par la montée des jeunes militants. L'INC exige la création d'États ijaw homogènes au sein d'une confédération nigériane, mais malgré cette rhétorique, il s'agit avant tout d'une association conservatrice, prête à collaborer avec le régime fédéral en place, et qui vise d'abord à défendre les intérêts des membres de son conseil exécutif. L'annulation des élections démocratiques de juin 1993 et les restrictions

imposées par le régime militaire de Sani Abacha aux activités politiques ont des répercussions sur la direction de l'INC : en 1994, son président et fondateur, le Révérend Professeur Dime, est remplacé par l'homme d'affaires Joshua Fumudoh, dont on a appris, dix ans plus tard, qu'il était un agent des services de sécurité nigériens¹⁸. La plupart des principaux membres de l'INC se montrent à l'époque tout à fait disposés à accepter l'argent des compagnies pétrolières¹⁹.

À ses débuts, l'INC semble donc s'être inspiré moins du républicanisme radical de Boro que de sa vision d'un Nigeria unitaire gouverné par un pouvoir central fort. Pour les élites ijaw dont les ambitions avaient été frustrées, l'INC a été un moyen de contenir les éventuelles critiques des jeunes militants du Delta qui commençaient à remettre en question les résultats obtenus par leurs propres chefs. En se faisant le relais du nouveau *zeitgeist* radical du nationalisme ijaw, les membres de l'INC ont tenté de profiter du crédit politique qu'une association au « militantisme » du Delta permettait d'obtenir auprès du gouvernement fédéral. Ils revendiquaient la création de nouveaux États, et le retour au principe de dérivation.

La création, en 1996, de l'État de Bayelsa, a été célébrée à l'époque comme le principal succès de l'INC. Il s'agit là du premier et du seul État ijaw « homogène » du Nigeria, découpé dans l'ancien État de Rivers par un régime Abacha soucieux de courtiser une frange de l'opinion très critique. La naissance de l'État de Bayelsa a renforcé la confiance des Ijaw en tant que groupe ethnique, même pour ceux qui n'y résidaient pas, pour lesquels cet État représentait une base « spirituelle ». Les Ijaw y ont pourtant perdu leur droit à se dire le groupe ethnique le plus important de l'État voisin de Rivers, dont la capitale, Port Harcourt, avait attiré, grâce à ses infrastructures, les quartiers généraux des compagnies pétrolières. Cette évolution a également transformé l'équilibre entre les différents groupes ijaw. Historiquement, les Ijaw de l'est et de la côte, de Nembe, Kalabari et Okrika, tiraient un fort sentiment de supériorité culturelle de leur contact précoce avec l'Europe et du rôle qu'ils avaient joué dans le commerce des esclaves puis de l'huile de palme, puis dans l'administration coloniale²⁰; les élites côtières étaient souvent réticentes à s'identifier comme Ijaw et à soutenir l'INC. Avec la création de l'État de Bayelsa, les élites de Kalabari et Okrika, qui avaient longtemps monopolisé la vie politique et

18. Voir National Political Reform Conference, 2005, Delegates List sous l'entrée « Retired SSS Personnel » sur le site <www.dawodu.com/nprc1.htm>.

19. Entretien avec le Révérend Professeur Dime, État de Bayelsa, décembre 2005.

20. K. O. Dike, *Trade and Politics in the Niger Delta*, Oxford, Clarendon Press, 1956.



économique dans l'État de Rivers, s'y sont retrouvées minoritaires. À l'inverse, les élites ijaw originaires des zones d'eau douce du centre du Delta, longtemps marginalisées par leurs voisins orientaux, ont beaucoup gagné à la création de l'État de Bayelsa, d'autant que celle-ci a été suivie du retour, en 1999, à un régime civil, de la réévaluation du pourcentage de dérivation (passé de 3 à 13 % en 1999) et de l'augmentation des ressources de l'État fédéral nigérian consécutive à la hausse des prix du pétrole engagée en 2000.

Pendant toutes les années 1990, l'INC a été divisée à propos de ses orientations stratégiques. En 1993, ces tensions ont abouti à une intervention de l'État, puisque l'administrateur militaire de l'État de Rivers, le colonel Dauda Okoma, a décidé d'organiser personnellement la troisième Convention pan-ijaw. En 2000, après plusieurs échecs, le Dr Kimse Okoko, enseignant en science politique à l'université de Port Harcourt, de tendance gauchisante, est finalement élu président de l'INC. Mais les désaccords internes continuent de réduire l'efficacité de l'organisation.

Avec la prolifération des organisations de jeunesse dans le Delta pendant les années 1990²¹ et la récurrence des mouvements de protestation contre les compagnies pétrolières, l'INC, sous la direction de Fumudoh, a voulu créer une organisation de jeunesse qui lui serait fidèle et qui pourrait briser les organisations trop indépendantes²². À cette fin, des relations ont été établies avec le Movement for the Survival of the Ijaw Ethnic Nationality in the Niger Delta (Mosiend), créé en 1993 par d'anciens étudiants de l'université de Port Harcourt et de l'University of Science and Technology (UST) de l'État de Rivers²³. Au travers du chef du Mosiend, Timi Kaiser-Wilhelm Ogoriba, l'INC a tenté d'écraser ces voix indépendantes qui se défiaient des élites politiques ijaw et de leurs tentatives de manipulation.

La stratégie de l'INC a d'abord échoué : un Ijaw Youth Council (IYC), dirigé par un leadership collégial composé d'anciens syndicalistes étudiants marxistes des universités de Calabar et de Port Harcourt, de militants des droits de l'homme et de responsables étudiants, dont certains étaient issus des mouvements chrétiens revivalistes de l'UST, est apparu et a affirmé son indépendance. Alors que l'INC se proposait de faire fonctionner à l'avantage des Ijaw le cadre fédéral en place centralisé et contrôlé par l'élite politique hausa-fulani, l'IYC entendait pour sa part créer un mouvement de masse et forger une nation ijaw pour obtenir une transformation radicale de la fédération nigériane – ces divisions internes aux Ijaw pouvaient toutes s'appuyer sur des éléments contradictoires de l'héritage d'Isaac Boro.

Le 11 décembre 1998, l'IYC tient sa première réunion à Kaiama et rend publique la célèbre Déclaration de Kaiama²⁴. Il s'agit d'un ultimatum adressé aux compagnies pétrolières : elles doivent quitter les terres ijaw avant le

30 décembre, à moins que le gouvernement nigérian cède aux revendications des Ijaw. La réunion rassemblait 5 000 « jeunes » issus des 500 communautés et des 40 « clans » ijaw ainsi que des représentants de 25 organisations politiques, dont un certain nombre appartenait à d'autres groupes ethniques du Delta et d'ailleurs. Entre le 29 et le 30 décembre 1998, au terme de l'ultimatum, des marches de protestation, des processions de danse *ogele*, des veilles et des manifestations ont été organisées à travers les trois principaux États pétroliers de Bayelsa, Delta et Rivers. Le régime militaire du général Abusalami Abubakar a répliqué en déployant 15 000 hommes et deux bateaux de guerre à Bayelsa et en déclarant l'état d'urgence. Environ 200 personnes auraient été tuées entre la fin de l'année 1998 et le début de l'année 1999, et beaucoup d'autres ont été blessées, torturées ou violées²⁵.

En organisant leur réunion dans la « ville historique de Kaiama », les fondateurs de l'IYC faisaient directement référence, comme l'INC, à Boro (Boro était de Kaiama et c'est de là qu'en 1966 il avait proclamé l'indépendance de la « République populaire du Delta du Niger »). Mais à la différence de Boro, qui s'était appuyé sur une avant-garde réduite pour faire une révolution au nom des Ijaw, dont il tenait pour acquise la conscience nationale, pour l'IYC rien n'était acquis à cet égard. Pour renforcer la solidarité entre un vaste ensemble de « clans », chacun jaloux de sa propre histoire, histoire d'ailleurs souvent caractérisée par des rapports plus conflictuels que coopératifs avec les autres clans, l'IYC a été obligé de mettre l'accent sur la valorisation des identités claniques – ces identités ont ensuite servi de plateforme pour façonner une identité pan-ijaw. Pour les fondateurs de l'IYC, issus de traditions politiques très diverses, ce jeu sur l'ethnicité était par bien des côtés une chose nouvelle. Certains des principaux animateurs de l'IYC, comme Oronto Douglas, Robert Azibola et Von Kemedi, avaient milité au sein du Movement for the Survival of Ogoni People (Mosop) et avaient ainsi défendu les droits d'un autre groupe ethnique. Le Mosop, qui avait publié une Déclaration des droits des Ogoni en 1991, était en même temps le mouvement

21. C. L. Obi, « The changing forms of identity politics in Nigeria under economic adjustment: the case of the oil minorities movement of the Niger delta », first draft of Nordiska Africa Institutet Research Report, soumis au NAI Political and Social Context of Structural Adjustment in Sub-Saharan Africa Programme, juin 1999.

22. Entretien avec J. Fumudoh, 27 mai 2002.

23. Entretien avec Young Bekewari, militant du Mosiend, Yenagoa, 11 août 2002.

24. *The Kaiama Declaration*, op. cit.

25. S. Ekine, *Blood and Oil: Testimonies of Violence from Women of the Niger Delta*, Londres, Centre for Democracy and Development, 2001, p. 24.



citoyen le plus actif de l'époque, même s'il utilisait l'idiome des droits culturels pour lutter contre l'exclusion des minorités ; il fournissait ainsi un modèle pour les autres ethnonationalismes du Nigeria. Compte tenu des restrictions sur les activités politiques imposées sous Babangida et sous Abacha, l'espace de l'ethnicité était le seul dans lequel la mobilisation politique était possible. À l'origine, les fondateurs de l'IYC avait une définition large, non exclusive, de l'identité ijaw. En cela, ils se distinguaient de Boro, qui avait soutenu que c'était l'inclusion de « non-Ijaw » qui avait causé l'échec des mouvements politiques ijaw, comme par exemple la Rivers Chiefs and People's Conference du chef Harold Dappa Biriye, qui avait milité sans succès à la fin des années 1950 pour la création de l'État de Rivers²⁶.

En revendiquant le contrôle sur les ressources naturelles, l'IYC a tenté de lutter contre la désunion qui avait résulté de la compétition entre les différentes communautés dont les territoires accueillait les compagnies pétrolières pour la rente pétrolière. L'IYC a utilisé la question du contrôle des ressources comme un outil idéologique visant à forger un nouveau type de nationalisme pan-ijaw. Il ne s'agissait donc pas simplement d'augmenter les transferts opérés au bénéfice des États fédérés et des collectivités locales en vertu du principe de dérivation, mais bien d'obtenir la suppression du Land Use Act de 1978, des décrets de 1969 et 1991 réglementant les ressources pétrolières et d'autres « législations fédérales nigérianes antidémocratiques », et de rétablir les communautés ijaw dans leurs droits de propriétaires légitimes de la terre et du sous-sol²⁷. Il s'agissait également de diriger les revenus du pétrole vers les « structures d'autorité » en place dans les villes et les villages producteurs. Depuis le retour à un régime civil, en 1999, les gouverneurs des États producteurs de pétrole se sont présentés comme les partisans du contrôle des ressources tout en détournant le sens et en se plaçant dans la continuité de la lutte pour des taux de dérivation plus élevés, lutte qui avait commencé dans les années 1980, lorsque la dérivation avait été mise en cause.

LE DÉFI DÉMOCRATIQUE : LE NATIONALISME IJAW À LA DÉRIVE

Avec la transition vers un régime civil en 1998-1999 et la réémergence des partis politiques, l'IYC n'a pas pu préserver son indépendance par rapport à l'INC. Des personnages influents au sein de l'IYC ont cherché à s'associer à de vieux politiciens du nouveau parti au pouvoir, le People's Democratic Party (PDP). L'impact réel de la création de l'État de Bayelsa, en 1996, est devenu évident lorsque sont apparues, à partir de 1998, des opportunités de compétition politique. Dans ce nouveau contexte, les tendances multiples – et contradictoires – du nationalisme ijaw se sont opposées les unes aux autres ;

la tentative des fondateurs de l'IYC pour créer une plateforme visant à un changement politique radical est devenue un site d'enrichissement personnel et un appareil de légitimation pour des politiciens à l'intégrité suspecte.

En 2001, alors que les mandats de la première direction de l'IYC arrivaient à expiration, la désignation de la nouvelle direction a suscité de vives tensions. Alhaji Asari Dokubo, un Ijaw originaire de Kalabari dans l'État de Rivers, qui était le vice-président sortant de l'IYC, aurait reçu le soutien financier du gouverneur de cet État, Peter Odili. Felix Tuodolor, président du comité exécutif national de l'IYC mis en place en 1999 face à l'inefficacité du système collégial, est aussi soupçonné d'avoir reçu un soutien du gouverneur Odili, alors que les fondateurs qui l'avaient un temps soutenu voulaient qu'il se retire. Pour sa part, en essayant de se présenter comme le gouverneur le plus influent du Delta, Odili entendait entretenir sa relation privilégiée avec le président Obasanjo et s'imposer à ses côtés comme candidat à la vice-présidence pour l'élection de 2007²⁸. Il était donc désireux d'affaiblir l'IYC, très influente parmi les Ijaw du centre du Delta et susceptible de renforcer les autres gouverneurs des États pétroliers, ses rivaux, et en particulier D. S. P. Alamieyeigha, alors gouverneur de Bayelsa²⁹. Le soutien d'Odili a permis à Alhaji Asari Dokubo, un Ijaw de l'est du Delta, d'obtenir en 2001 la présidence de l'IYC, au terme d'élections très disputées et qui ont laissé l'organisation en lambeaux, les fondateurs ayant choisi de se retirer.

Pour ces derniers, l'un des principaux défis aura été de contenir la tendance à la violence, qui s'est nourrie de la répression exercée par l'État et par les compagnies pétrolières, et de l'accès facile aux armes légères dans le Delta, armes souvent achetées avec l'argent reçu des compagnies pétrolières. Vers la fin des années 1990, les enlèvements, les « confiscations » des matériels pétroliers et l'usage de la violence sont devenus très populaires parmi les jeunes hommes du Delta, qui y ont vu un moyen de se faire « écouter » des compagnies pétrolières³⁰. Les fondateurs de l'IYC, souvent issus du milieu des ONG ou des

26. T. Tebekaemi (ed.), *The Twelve...*, op. cit., p. 87.

27. *The Kaiama Declaration*, op. cit., p. 7, parag. VII.

28. Il semble qu'Odili envisage aujourd'hui de se présenter à la Présidence pour la zone Sud-Sud, c'est-à-dire le Delta du Niger. Odili appartient à une minorité igbophone, les Ndoni, et n'est donc pas ijaw – sa candidature sera probablement très contestée.

29. « Tom David-West strikes back » *The Argus*, vol. 1, n° 27, mars 2002 ; « Asari Dokubo unmasked », *The Argus*, vol. 1, n° 25, janvier 2002.

30. E. Osaghae, « From accommodation to self-determination : minority nationalism and the restructuring of the Nigerian state », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 7, n° 1, 2001, p. 14.



professions libérales, étaient soucieux de préserver leurs relations avec les bailleurs de fonds extérieurs, et leur rejet de la violence a suscité de vives tensions avec leurs partisans potentiels. Les politiciens qui souhaitaient désorganiser le mouvement n'ont eu qu'à jouer de ces divisions. La conquête de la présidence de l'NYC, une organisation basée avant tout dans le centre du Delta, par Dokubo, un Ijaw de l'est, témoigne à la fois de la victoire de l'option violente et de la subordination des principes de l'NYC aux luttes politico-électorales. Asari Dokubo s'est en effet illustré par le recours aux armes et à la rhétorique de la « lutte armée », et l'organisation a servi à obtenir des contrats des compagnies pétrolières au nom des communautés, souvent sans l'accord ou contre la volonté de ces dernières³¹. Dans cette nouvelle version du nationalisme ijaw, Boro était extrêmement utile comme symbole de légitimité. Mais tout comme les fondateurs de l'NYC et comme la direction de l'INC après 2000, Dokubo a abandonné les aspects de l'histoire de Boro qui ne correspondaient pas à son nouveau programme. Arborant des tee-shirts à l'image d'Isaac Boro, citant régulièrement sa déclaration d'indépendance, Asari Dokubo affirme ainsi en 2002 qu'« Isaac Adaka Boro est le modèle de l'NYC [mais] nous cherchons à rendre encore plus glorieuse sa mémoire en faisant encore mieux que lui sur certains aspects³² », notamment concernant son opposition à la lutte biafraise.

En octobre 2003, après les élections qu'il contribue à truquer en faveur du gouverneur de l'État de Rivers, Odili, Dokubo est victime de deux tentatives d'assassinat³³. Il affirme que ces tentatives sont liées à sa lutte ouverte contre la réélection du président Obasanjo. Il rompt alors avec Odili, pour créer sa propre organisation, la Niger Delta People's Volunteer Force (NDPVF) – il invoque ainsi délibérément la partie révolutionnaire de l'héritage de Boro en adaptant le nom de son mouvement, le NDVS, tout en lui donnant une dimension plus populiste. En 2004, le NDPVF affirme avoir une armée de 1 000 hommes – des jeunes chômeurs du Delta, des diplômés sans emploi ou des recalés de l'université, dont beaucoup sont d'anciens membres des sociétés secrètes universitaires, les *cults*, qui, à la fin des années 1980 et dans les années 1990, avaient cessé d'être d'innocentes fraternités pour se transformer en groupes violents et criminels³⁴.

À partir de 2003, dans la ville de Port Harcourt et dans les villages des alentours, le NDPVF affronte les Niger Delta Vigilantes, une milice rivale menée par un autre Ijaw de l'est, Ateke Tom. Ces deux groupes, impliqués dans le recel du pétrole volé (le « *bunkering* »), sont alors en compétition pour le contrôle de ce marché. Dokubo lance l'opération Isaac Boro, une campagne contre Ateke Tom³⁵. À la suite des combats qui opposent en août 2004 les partisans de Dokubo et ceux de Tom devant les bureaux des autorités de

l'État de Rivers à Port Harcourt, le gouverneur Odili en appelle aux forces fédérales. Début septembre 2004, l'Armée de terre, l'Aviation, la Marine et la Police lancent l'opération Flush Out 3, et attaquent les villages côtiers kalabari et okrika de l'est du Delta, ainsi que la base de Dokubo à Harry's Town, dans la ville de Kalabari.

Le 27 septembre 2004, inquiet de perdre de son importance aux yeux du gouverneur de Rivers et de se voir exclu du lucratif marché du recel de pétrole, Dokubo déclare une guerre totale aux compagnies pétrolières et à l'État nigérian, et prend le maquis à la tête d'un millier d'hommes armés. Dokubo avait souvent formulé des ultimatums pour obtenir des concessions quand il était président de l'ITC, mais sa manœuvre est survenue en pleine guerre d'Irak, et elle a déclenché une hausse brutale des cours du pétrole, qui ont atteint un nouveau sommet, à environ 50 dollars le baril³⁶. En prenant le surnom de « mujahid » et en utilisant les médias avec habileté, Dokubo est parvenu à attirer l'attention internationale sur le Delta comme jamais auparavant. Dans le Delta, l'Islam est une religion minoritaire, associée avant tout aux migrants hausa ou yoruba, et Dokubo s'était converti à l'Islam dans les années 1980, alors qu'il étudiait à l'université de Calabar³⁷. Si aujourd'hui il prétend également être inspiré par Osama bin Laden, dont il a donné le prénom à son dernier-né, sa conversion à l'Islam semble avoir été avant tout une tentative pour augmenter son capital politique parmi les puissants politiciens musulmans du nord du Nigeria, où il a passé beaucoup de temps jusque dans les années 1990³⁸.

31. Un accord signé entre l'ITC et l'entreprise Pivot Engineering Ltd. indique que l'ITC agissait en tant que « représentant » des communautés et que toutes les attributions de contrat passeraient par l'ITC. Sources : archives de l'ITC en la possession de Oronto Douglas.

32. Entretien avec Alhaji Asari Dokubo, Port Harcourt, 27 mai 2002.

33. Voir Human Rights Watch, *Rivers and Blood: Guns Oil and Power in Nigeria's Rivers State*, février 2005; J. Elendu, « They paid for our guns: Asari Dokubo », section de l'INC aux États-Unis.

34. Voir Stakeholder Democracy Network, « Gangs of Port Harcourt », Confidential Briefing, 1^{er} novembre 2004 et aussi Human Rights Watch, *Rivers and Blood...*, *op. cit.*, p. 4.

35. O. Okafor, « Rival cult groups vow to spill blood in Rivers State », Legal Oil: Promoting Peace And Prosperity, <www.legaloil.com>.

36. Human Rights Watch, *Rivers and Blood...*, *op. cit.*, p. 2.

37. Lors d'un entretien en 2002, il avait souligné avoir été inspiré par la révolution iranienne, et avoir visité l'Iran en 1991.

38. Entretien avec Alhaji Asari Dokubo, Port Harcourt, 27 mai 2002; entretiens avec des membres fondateurs de l'ITC, Port Harcourt, 14 juillet 2002.



Le gouvernement fédéral a d'abord traité sa déclaration de guerre par le mépris, le traitant de gangster et de criminel. Mais sous la pression des pays acheteurs de pétrole, le président Obasanjo a invité Dokubo et son rival Ateke Tom à Abuja le 1^{er} octobre 2004. Arrivés à bord du jet présidentiel, ils ont convenu d'un cessez-le-feu, ainsi que du désarmement et du démantèlement des milices ; les armes devaient être rachetées au prix extraordinaire de 1 800 dollars pièce³⁹. Mais en septembre 2005, alors que des quantités importantes d'armes avaient été récupérées et que la rhétorique de Dokubo semblait prendre une tournure plus politique que militaire, Dokubo était arrêté et inculpé pour sédition. Il attend depuis son procès dans une prison non identifiée d'Abuja. Dokubo prétend que son arrestation résulte de ses demandes persistantes auprès du gouvernement fédéral pour le paiement du solde de l'argent dû dans le cadre du désarmement – 137 millions de nairas (l'équivalent de 1,7 million de dollars américains aujourd'hui)⁴⁰. Ses prises de position publiques en faveur d'une division du Nigeria en tant que coordinateur pour le Delta de la Pro-National Conference Organisation (Pronaco), ont sans doute gêné certains politiciens influents à l'approche des élections de 2007⁴¹. Les partisans de Dokubo, rassemblés au sein du Niger Delta People's Salvation Front, version désarmée du NDPVF, ont menacé de créer des troubles dans le Delta s'il n'était pas libéré. Si leur capacité organisationnelle a été affectée par l'emprisonnement de Dokubo, leur appel aux armes a été entendu par d'autres groupes, comme le Movement for the Emancipation of the Niger Delta (Mend) qui est apparu en janvier 2006 et qui a lancé une campagne sans précédent pour perturber l'industrie pétrolière.

LE NATIONALISME IJAW, UNE IDÉOLOGIE D'ÉTAT

Le ralliement de Dokubo à une ligne militante et armée a renforcé la politisation de la tendance « centriste » du nationalisme ijaw, incarnée par ce qui reste de l'IYC. Lorsque Dokubo présidait l'IYC, son influence ne dépassait pas la partie orientale du Delta, et, dans la partie centrale du Delta ainsi que dans les portions occidentales des États de Rivers et de Bayelsa, l'IYC est resté très lié à certains de ses fondateurs qui ont exploité les rivalités entre les poids lourds politiques de Bayelsa pour peser politiquement. Beaucoup de membres de l'IYC ont rejoint le PDP et se sont alignés sur des factions favorables ou opposées au gouverneur de Bayelsa, Diepreye Alamiyeseigha. Avant les élections de 2003, des responsables IYC du centre du Delta et certains des fondateurs de l'IYC maintenant à la tête d'un mouvement opposé à Alamiyeseigha, qu'ils jugeaient corrompu, se sont associés à un allié d'Obasanjo, Timi Alaibe, le directeur administratif et financier de la Niger

Delta Development Commission, la dernière des structures fédérales mises en place pour organiser le développement du Delta.

Pour élargir sa base, renforcer sa légitimité et gagner en influence au niveau fédéral, Alamieyeseigha s'est à son tour approprié le nationalisme ijaw et le culte d'Isaac Boro. Même s'il ne s'est pas acquitté de ses promesses d'établir des fondations, des monuments et autres institutions à la mémoire de Boro, Alamieyeseigha a ainsi tenté de se présenter comme le gouverneur général des Ijaw⁴². À partir de 2000, il a soutenu financièrement et politiquement Kimse Okoko, maître de conférence à l'université de Port Harcourt, dont il a assuré l'élection à la tête de l'INC en septembre 2000 et la réélection en 2005 ; il est régulièrement intervenu pour l'aider à asseoir son autorité sur une INC très divisée. À partir de 2003, il a coopté les principaux membres fondateurs de l'IYC en les nommant à des postes ministériels au sein du gouvernement de Bayelsa. Il a ainsi pris le contrôle de l'IYC dans le centre du Delta. L'avocat Oronto Douglas, longtemps actif dans la défense des droits de l'homme et de l'environnement, et membre fondateur de l'IYC, a abandonné Timi Alaibe et sa campagne contre Alamieyeseigha pour rejoindre ce dernier, et occuper le poste de ministre de l'Information de l'État de Bayelsa.

La cooptation de militants ijaw de haut niveau, dotés d'une bonne réputation internationale, d'une forte capacité à s'exprimer en public, de réseaux médiatiques importants et d'une véritable base sociale, a donné de la crédibilité à l'image de nationaliste ijaw qu'Alamieyeseigha essayait de se construire. Ce facteur ainsi que les ressources qu'Alamieyeseigha tire du contrôle qu'il exerce sur l'un des États les plus riches du Nigeria, à un moment où les prix du pétrole explosent, ont renforcé sa capacité de patronage au plan local comme au plan national. Le fait qu'il ait pu, en juillet 2004, faire nommer son propre cousin, Oneiyife Jonjon, « président mondial » de l'IYC indique bien que si des membres de l'IYC ont été incorporés au régime, le nationalisme ijaw lui-même s'est largement vidé de son contenu radical pour devenir un populisme d'État.

39. Stakeholder Democracy Network, « Gangs of Port Harcourt », art. cit., p. 7 ; Human Rights Watch, *Rivers and Blood...*, op. cit., p. 20.

40. J. Elendu, « They paid for our guns », art. cit..

41. La Pronaco a été mise en place par le chef Anthony Enahoro et par Wole Soyinka pour demander l'organisation d'une « conférence nationale souveraine » des communautés ethniques du Nigeria.

42. Entretien avec Kingsway Bibora Boro, cousin d'Isaac Boro, Kaiama, 18 avril 2002.



En 2002, Alamieyeseigha a publiquement exprimé son soutien aux ambitions politiques d'un rival du président Obasanjo, son propre vice-président, Atiku Abubakar, originaire du nord du Nigeria. Ceci suggère un retour aux alliances politiques anciennes, qui liaient le destin du Delta aux ambitions des élites du nord – stratégie très contestée, en particulier parmi les jeunes radicaux. L'arrestation très médiatisée d'Alamieyeseigha à son arrivée à l'aéroport d'Heathrow le 15 septembre 2005 et son inculpation pour blanchiment d'argent, le fait qu'il ait profité de sa mise en liberté provisoire pour regagner clandestinement le Nigeria, sa mise en accusation et son arrestation au Nigeria en décembre 2005 en attente d'un procès, ont permis à tous les Nigériens de suivre la difficile croissance de la nation ijaw qui prend naissance sur la scène nationale et internationale.

Et si des sections de l'IYC ainsi que la direction de l'INC ont protesté avec véhémence contre le caractère sélectif de la guerre des autorités fédérales contre la corruption et ont souligné la dimension anti-ijaw de l'« acharnement » dont est victime Alamieyeseigha, sa chute résulte pour une large part des désaccords politiques entre les Ijaw eux-mêmes. Des *big men* ijaw influents comme Timi Alaibe, allié d'Obasanjo, ont collaboré étroitement avec le gouvernement fédéral pour obtenir la mise en accusation d'Alamieyeseigha. Depuis son arrestation et son remplacement par son adjoint, Goodluck Jonathan, certains membres marginalisés de l'IYC ont été récompensés, et les partisans d'Alamieyeseigha ont été privés de leur pouvoir.

ÉPILOGUE : LA NAISSANCE DU MEND

L'irruption spectaculaire du Mend sur la scène politique du Delta en janvier 2006 témoigne d'un changement majeur dans la nature du nationalisme ijaw. En exigeant la libération de Dokubo et d'Alamieyeseigha, le Mend a lancé une campagne systématique de sabotage contre les oléoducs et les installations pétrolières, il s'est attaqué à des policiers et a mené des prises d'otages plus longues que par le passé. Après l'explosion d'un oléoduc dans la zone des Escravos, dans l'État du Delta, la raffinerie de Warri, l'une des quatre du Nigeria, qui traite 125 000 barils par jour, a été fermée. Une plate-forme offshore de la compagnie Shell ainsi que quatre stations de pompage ont également été attaquées ; dix soldats nigériens ont trouvé la mort, et la production de Shell a baissé de 221 000 barils par jour (10 % de la production journalière de la compagnie au Nigeria), soit une perte de 14,4 millions de dollars. À Port Harcourt, la base d'Agip a été attaquée, et neuf personnes dont huit policiers ont été tuées. En janvier, six employés de compagnies pétrolières ont été pris en otage puis libérés ; neuf autres otages ont été pris en février, après une série d'attaques lancées par l'armée fédérale contre des

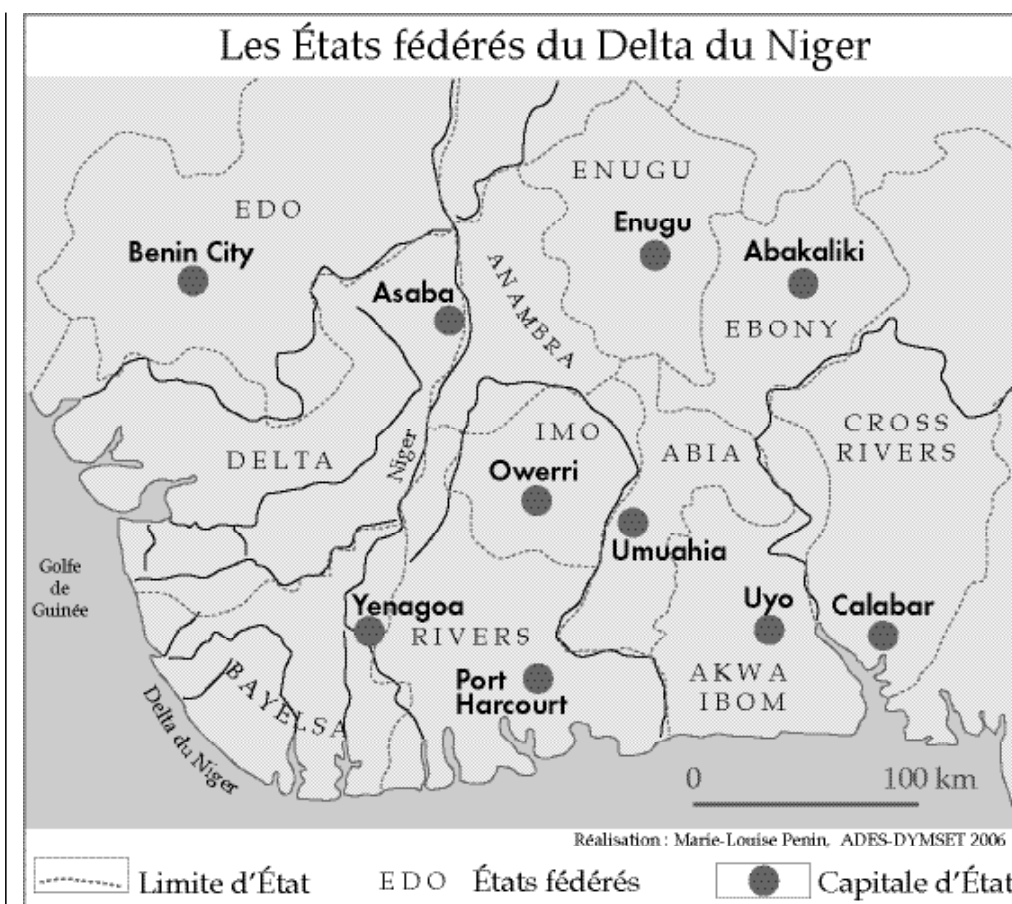
villages autour de Warri. Ces otages ont été libérés à la fin mars, mais le Mend s'est engagé à intensifier ses attaques contre l'industrie pétrolière et à tirer pour tuer. Les prises d'otage continuent⁴³.

Beaucoup de ces tactiques font depuis longtemps partie de l'arsenal des protestations politiques et des conflits liés à l'exploitation pétrolière dans la zone et en particulier dans l'État du Delta, dans et autour du secteur de Warri. Des conflits violents entre les trois groupes ethniques de ce secteur, les Ijaw, les Itsekiri et les Urhobo, sur les droits de propriété de la ville de Warri sont très courants. Warri, qui abrite une raffinerie et une vaste plateforme de chargement de pétrole brut, est depuis longtemps une source d'opportunités lucratives (contrats, emplois dans l'industrie pétrolière et dédommagements). Ce qui est nouveau en revanche, c'est la durée des prises d'otage ainsi que le caractère spécifique et politique des revendications formulées, puisqu'il ne s'agit plus simplement d'obtenir des droits pour les Ijaw mais bien d'obtenir la libération de deux personnages politiques majeurs, Dokubo et Alamieyeseigha. Ce qui est également nouveau, ce sont les liens clairs et publics entre les « groupes de guérilla » au « front » et certains personnages importants dans la communauté nationaliste ijaw qui négocient directement avec le gouvernement fédéral. Tel est par exemple le cas de Bello Oboko, le chef de l'association Federated Niger Delta Ijaw Communities (FNDIC), dont le rôle dans les conflits entre Ijaw et Itsekiri, dans le Warri, a été très critiqué par les Itsekiri et par les organisations de défense des droits de l'homme⁴⁴. Oboko, ancien responsable d'une collectivité locale et ancien chef du comité intérimaire de coordination de l'IYC mis en place pour contester la légitimité de Dokubo à la présidence de l'IYC en juin 2001, s'est « racheté » en servant de liaison entre les autorités fédérales et le Mend. Pendant qu'Oboko refaisait surface politiquement, d'autres perdaient leur influence – le nouveau gouverneur de l'État de Bayelsa, Goodluck Jonathan, incapable de négocier la libération des otages, a ainsi été marginalisé politiquement.

La situation politique troublée du Nigeria à l'approche des élections de 2007 et l'inquiétude internationale quant à la hausse des prix des hydrocarbures se combinent pour déterminer la radicalisation actuelle. À travers le Delta comme dans le reste du pays, des hommes et des femmes, jeunes et moins jeunes, dont beaucoup sont soutenus par des parrains politiques désireux d'atteindre la crédibilité du président Obasanjo, tentent d'établir leur propre

43. This day, 3 mars 2006 ; Agence France Presse, 5 mars 2006.

44. Human Rights Watch, *Nigeria. The Warri Crisis: Fuelling Violence*, 17 décembre 2003.



légitimité politique, pour se faire valoir aux yeux d'éventuels politiciens ambitieux à la recherche de relais politiques. Ils utilisent la plateforme offerte par le Mend pour rappeler à ceux qu'ils ont servi par le passé qu'ils doivent récompenser les services rendus. Une partie de la direction du Mend ainsi que ceux qui ont joué un rôle d'intermédiaire dans la libération des otages sont ainsi d'anciens employés, officiels ou non, du gouverneur de l'État du Delta⁴⁵.

Notre héros éponyme, Isaac Boro, a pris une importance nouvelle dans les cœurs et dans les esprits des aspirants nationalistes ijaw désireux d'établir leur légitimité⁴⁶. Archétype du héros militant, et parce qu'il a été le premier à poser la difficile question des droits sur les ressources du Delta, il occupe une place de choix sur les tee-shirts des nationalistes ijaw. Quand la famille de Boro a commémoré sa mort pour la première fois, en 1970, il ne s'agissait que d'un événement mineur. Aujourd'hui, un symposium est organisé dans sa ville natale, Kaiama – un événement public très médiatisé qui attire des

milliers de personnes, suivi de danses, et qui dure du 15 au 18 mai. En juin 2005, une commémoration spéciale a été organisée à Londres par l'Ijaw Peoples Association of Great Britain and Ireland.

Plus que l'homme politique Harold Dappa-Biriye, décédé en 2004, fondateur du Niger Delta Congress, le premier parti politique ijaw à avoir remporté des succès électoraux (en 1956), c'est Boro qui est l'icône des jeunes nationalistes ijaw d'aujourd'hui. Dappa-Biriye a pourtant probablement contribué autant à la cause ijaw que Boro, qui est mort jeune. Boro et Dappa-Biriye étaient tous deux en faveur d'une alliance avec les élites hausa-fulani du nord, mais Dappa-Biriye, longtemps respecté comme un aîné, est maintenant critiqué, en particulier par les jeunes, pour avoir trahi les vrais intérêts des Ijaw⁴⁷.

Les multiples tendances du sentiment nationaliste ijaw contemporain s'accordent généralement sur la nécessité d'une réforme de l'État fédéral nigérian selon des lignes ethniques, des États plus ou moins homogènes devant se substituer aux actuels États multiethniques. Mais un clivage important s'est formé – l'émergence d'une conscience nationale ijaw s'accompagne autant de luttes entre Ijaw sur la valeur morale que de compétitions entre les Ijaw et leurs « Autres » ethniques. Geschiere a bien raison de souligner que loin d'en être séparé, c'est l'État lui-même, l'espace privilégié de ce que Lonsdale a appelé le « tribalisme politique », qui détermine la nature de la communauté morale ethnique⁴⁸. Les luttes autour des revenus du pétrole au sein d'un État-nation nigérian qui traverse les incertitudes d'une transition démocratique fournissent le contexte dans lequel se déroule la construction nationale ijaw. Ce contexte fragilise cette construction, puisque les différents groupes ijaw luttent pour redéfinir leur relation à l'État – et aux ressources pétrolières. Certains défendent une solution politique, en utilisant les canaux politiques accessibles dans le système fédéral en place, en particulier un système fédéral basé sur un *statu quo* où la domination politique des Hausa-Fulani serait

45. *Africa Confidential*, « Nigeria: mystery kidnappers », 3 février 2006, vol. 47, n° 3, p. 5.

46. Voir le site web du Mend, <www.naira.and.com/nigeria/topic-5553.96.html>. Le 4 mars 2006, un membre du Mend utilise le nom d'Isaac Boro comme pseudonyme.

47. Entretien avec Marlin T. Marlin, directeur du renseignement de l'YIC sous la présidence de Dokubo, Port Harcourt, 31 mai 2002.

48. P. Geschiere, « The moral economy of ethnicity », in L. de la Gorgendière, K. King et S. Vaughan (eds), *Ethnicity in Africa: Roots, Meanings and Implications*, Centre of African Studies, University of Edinburgh, 1996, p. 167-192; J. Lonsdale, « Moral ethnicity and political tribalism », in P. Kaarlsholm et J. Hultin (eds), *Inventions and Boundaries: Historical and Anthropological Approaches to the Study of Ethnicity and Nationalism*, interventions au Researcher Training Course, Sandbjerg Manor, 23-29 mai 1993, 1994, p. 131-150.



restaurée ; pour eux, être ijaw, ce n'est pas être séparatiste ni rompre avec le *statu quo ante*. D'autres contestent l'alliance traditionnelle avec les élites du nord et l'usage des réseaux politiques qui, jugent-ils, ne servent pas leurs objectifs – l'autodétermination des Ijaw et le contrôle sur les ressources. Parmi ceux-ci, certains voient la lutte armée comme le meilleur chemin pour transformer radicalement la manière dont les ressources pétrolières sont partagées au Nigeria. Pour ces deux tendances ijaw, et malgré les professions de foi radicales, être nationaliste ne signifie pas forcément être séparatiste – il s'agit plutôt de replacer l'ethnie-nation au centre de la construction fédérale nigériane.

La mort précoce du jeune Isaac Boro sur le champ de bataille permet à chacun de se l'approprier, et de tous les côtés du jeu politique, les Ijaw relisent son histoire par rapport à leurs programmes politiques respectifs, tout en laissant de côté les épisodes les plus gênants. Pourtant sa défense d'un Nigeria unifié et contrôlé par l'élite hausa-fulani reste une source de tension entre les Ijaw. Ceci explique en partie l'alliance entre le Movement for the Restoration of the Sovereign State of Biafra (Massob), un groupe constitué en 1998-1999 pour relancer le projet d'autodétermination biafrais, et les nationalistes ijaw qui gravitent autour du NDPVF de Dokubo⁴⁹. Ce rapprochement entre le Massob et les partisans d'un homme qui se présente comme l'héritier de Boro témoigne bien des difficultés que pose l'appropriation de Boro. Cette alliance est en effet pour le moins paradoxale, puisque le Massob lutte pour la restauration du Biafra, la plus importante des tentatives sécessionnistes au Nigeria, mais qui est précisément celle contre laquelle Boro a lutté jusqu'à la mort ■

Kathryn Nwajaku

Department of Politics and International Relations,
University of Oxford

Traduction de Vincent Foucher

49. Le leader du Massob, Ralph Uwazuruike, a lui aussi été arrêté en décembre 2005.